

L'ASIE IMMÉDIATE

LES GÉANTS D'ASIE EN 2025

Jean-Marie BOUISSOU

François GODEMENT

Christophe JAFFRELOT



Picquier poche Extrait de la publication

Jean-Marie Bouissou
François Godement
Christophe Jaffrelot

Les Géants d'Asie en 2025

Chine, Japon, Inde



*Éditions
Philippe Picquier*

L'ASIE IMMÉDIATE
Collection dirigée par Jean-Marie Bouissou

© 2012, Editions Philippe Picquier
pour l'édition de poche

Mas de Vert

B.P. 20150

13631 Arles cedex

www.editions-picquier.fr

Conception graphique : Picquier & Protière

ISBN : 978-2-8097-0394-8

ISSN : 1251-6007

Jean-Marie Bouissou

LE FUTUR DE L'ASIE EN SEPT QUESTIONS¹

*En 2025, l'Asie sera-t-elle le centre
de l'économie planétaire ?*

Au sens où nous l'entendons dans cette collection, l'Asie est délimitée à l'ouest et au nord par les frontières indiennes et chinoises. Dans cette acception, elle ne couvre que 13,5 % des terres émergées, mais ses quelque 3,7 milliards d'habitants représentaient un peu plus de la moitié de la population mondiale en 2011. En 2025, la population asiatique pourrait avoir augmenté d'un tiers ; près de six hommes sur dix seraient alors asiatiques. Cette montée en puissance démographique est particulièrement frappante par comparaison avec l'Europe : celle-ci rassemblait 20 % de la population mondiale en 1900, 11 % en l'an 2000, mais ne pèsera plus guère que 7 % en 2025.

En 2011, l'Asie représentait 27 % du produit intérieur brut (PIB) mondial calculé au taux de change courant, et 34 % selon les estimations en parité de pouvoir d'achat (*purchasing power parity* : ppp). Elle pesait significativement plus que l'Union européenne

¹-Pour les sources des données utilisées dans ce chapitre, voir p. 159.

(25,6 % et 20,5 %) et que les Etats-Unis (21,5 %). En outre, elle apparaît désormais comme la région la plus dynamique, essentielle à la croissance et à tout l'équilibre de l'économie planétaire : en 2010, l'Asie (Japon non compris) a généré à elle seule 47 % des 1 874 milliards de dollars de richesse nouvelle créée dans le monde.

Dans la première décennie de ce siècle, la taille de l'économie asiatique en ppp a augmenté de 150 %, contre seulement 70 % dans l'Union européenne et 51 % aux Etats-Unis. En 2025, si ce différentiel de croissance se maintient, les économies d'Asie mesurées en ppp pourraient peser quelque 111 000 milliards de dollars, contre 33 000 milliards pour l'UE et 27 000 pour les Etats-Unis. La Chine, si elle affiche le même taux de croissance qu'entre 2000 et 2011, pourrait peser à elle seule plus du double de l'économie des Etats-Unis (56 000 milliards de dollars), et même l'Inde les aurait presque rattrapés. Même si le rythme de croissance de la Chine diminuait de moitié dans la prochaine décennie – ce dont le reste de la planète pourrait d'ailleurs pâtir plutôt que profiter –, l'ex-Empire du Milieu n'en dépasserait pas moins largement les Etats-Unis, si ceux-ci continuent au même rythme que dans la décennie écoulée (36 000 milliards de dollars contre 27 000). Il est difficile de croire qu'en 2025 l'Asie ne sera pas devenue le centre de gravité de l'ordre économique du monde. Et ses géants émergents ne se contenteront plus d'être les ateliers du monde : la Chine dépense déjà presque autant en recherche-développement que l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne réunies.

En matière de prévisions économiques, prolonger les courbes n'a qu'une valeur extrêmement faible, sinon nulle. Dans les années 1960, nombre d'experts prédisaient ainsi qu'il ne faudrait que vingt ou trente ans à l'URSS pour dépasser les Etats-Unis, et d'autres ont dit la même chose du Japon dans les années 1980. On sait ce qu'il en est advenu... Toutefois trois éléments au moins peuvent laisser penser que le dynamisme de la croissance asiatique se maintiendra. L'investissement productif et la force de travail sont deux données essentielles pour estimer la croissance potentielle d'un pays. Or, les dix pays d'Asie qui pèsent économiquement le plus lourd consacrent en moyenne 23,2 % de leur PIB aux investissements productifs, contre 19,2 % dans l'Union européenne et seulement 12,4 % aux Etats-Unis (2010). D'autre part, malgré le tassement démographique en cours au Japon et prévisible en Corée du Sud, à Taiwan et en Chine, beaucoup de pays asiatiques, à commencer par l'Inde, conservent une démographie très dynamique.

En outre, à l'exception du Japon, l'Asie est encore largement épargnée par le fléau de l'endettement public qui prive les Etats occidentaux des moyens de mener des politiques économiques ambitieuses et les contraint à la rigueur, au risque de priver leurs économies du moteur de la consommation. En 2010, sans le « vieux » Japon et sa colossale dette publique (208 % du PIB !), l'endettement des dix pays d'Asie qui pèsent économiquement le plus lourd ne dépassait pas 33 % de leur PIB (46,7 % avec le Japon), contre 76,5 % pour leurs homologues de l'UE, et près de 100 % aux Etats-Unis.

En 2025, l'Asie sera-t-elle en train d'acheter le monde ?

Dans l'économie d'aujourd'hui, la finance rapporte bien davantage que la production des biens. Entre la Chine « atelier du monde » et le Japon « pays du *monozukuri* » (la fabrication des choses), l'Asie peut sembler en retard sur ce point. Toutefois, sa balance commerciale, comme celle de ces paiements courants, engrange chaque année des excédents considérables : plus de 500 milliards de dollars en 2010, quand celle de l'UE est négative d'environ 40 milliards et que les Etats-Unis enregistrent un déficit abyssal de l'ordre de 600 milliards.

L'Asie accumule donc du cash. En 2011, les réserves de change y étaient estimées à 6000 milliards de dollars, contre 905 milliards dans l'UE (les Etats-Unis n'en ont guère besoin, compte tenu du rôle du dollar comme monnaie de réserve universelle). Ces 6000 milliards représentent autant que le PIB cumulé de l'Allemagne et du Royaume-Uni, et 40 % de celui des Etats-Unis. La Chine, Hongkong compris, détient à elle seule près de 60 % de ces réserves. On mesure quelle force de frappe elles peuvent représenter à l'échelle planétaire, si leurs détenteurs y adossent des fonds souverains voués aux investissements stratégiques à l'étranger : le Qatar, dont les acquisitions font couler tant d'encre, n'a que 20 milliards de dollars de réserves de change...

Cette puissance financière permet en outre à la Chine et au Japon d'être les principaux acheteurs de bons du Trésor américains. Contrairement

à une idée simpliste, cela ne leur confère aucune capacité de chantage direct sur Washington (dont le défaut ruinerait ses créanciers). En revanche, cela oblige les Etats-Unis à tolérer dans une certaine mesure les énormes excédents commerciaux de la Chine, comme ils l'ont longtemps fait avec ceux du Japon, car ce sont ces excédents que l'Asie recycle en finançant les déficits américains. Et quand Pékin finira par accepter de réévaluer le yuan, comme l'en pressent les Occidentaux dans l'espoir de réduire le déséquilibre de leur commerce avec la Chine, la puissance financière de cette dernière en sera décuplée, comme il est advenu au Japon grâce à la réévaluation du yen dans les années 1980, qui lui a permis un moment d'« acheter le monde ».

*En 2025, la croissance asiatique
aura-t-elle capoté ?*

De nombreux arguments peuvent être avancés pour soutenir que l'expansion économique en Asie ne se poursuivra pas à son rythme actuel jusqu'en 2025. La question ne concerne guère le Japon, qui languit depuis 1990 avec un taux de croissance annuel moyen d'à peine 0,6 % : il peut difficilement faire plus mal ! En outre, son déclin démographique et sa dette publique abyssale hypothèquent son avenir. Mais, comme le montre Christophe Jaffrelot, l'Inde a un potentiel de croissance considérable, compte tenu de son dynamisme démographique, de l'ouverture encore incomplète de son économie et du retard qu'elle doit rattraper dans des domaines aussi variés que les infrastructures, la production

d'énergie, l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la formation des techniciens et ingénieurs, ou encore l'accueil des investissements étrangers. Les investissements massifs dans ces secteurs et les gains de productivité qui en résulteraient peuvent faire des quinze années à venir celles du « miracle indien ».

La Chine – entourée d'incertitudes statistiques – pèse aujourd'hui environ 42 % de l'économie asiatique mesurée en ppp, et encore 37 % au taux de change réel, en dépit de la sous-évaluation de sa monnaie. Elle a connu une croissance annuelle moyenne d'environ 10 % entre 1990 et 2010. Durant tout ce temps, les commentateurs de tout poil ont prédit que cette croissance achopperait – au choix – sur un retard technologique qui condamnerait éternellement le géant au rôle ingrat d'« atelier » ; sur sa dépendance excessive à l'égard de capitaux étrangers susceptibles de la désertier et/ou sur un sinistre financier majeur provoqué par l'impuissance des autorités à contrôler les excès du système bancaire au niveau régional ; sur les tensions sociales provoquées par l'enrichissement ostentatoire d'une minorité aux dépens d'une masse brutalement privée de la protection minimale que lui accordait le communisme ; sur d'insurmontables problèmes écologiques qui confronteraient le pays au manque et/ou à la pollution des ressources de base (l'eau, l'air, les terres cultivables) ; sur l'insuffisance des ressources du géant pour soutenir sa croissance accélérée, et la cherté de toutes les matières premières qui en découlerait à l'échelle planétaire... Autant de problèmes que François Godement examine en détail.

Pourtant, depuis plus de trois décennies que Deng Xiaoping a lancé la nouvelle politique économique, la Chine croît toujours. Envisager son affaissement d'ici 2025 serait hasardeux. Tout comme il serait hasardeux, selon François Godement, de parier sur une transition en quelque sorte « naturelle » du socialisme de marché à la chinoise, dont l'essentiel est aux mains de l'Etat-Parti, vers une véritable économie de marché.

*En 2025, l'Asie aura-t-elle rattrapé
les Etats-Unis au plan militaire ?*

Au plan militaire aussi, l'Asie montera en puissance. En 2010, les budgets de défense y représentaient environ 262 milliards de dollars, soit 17 % des dépenses mondiales. C'était presque autant que dans l'Union européenne, mais incommensurable avec les Etats-Unis, qui consacraient 687 milliards de dollars (44 % des dépenses mondiales) à leur défense et à leurs opérations militaires en cours. En proportion, les pays asiatiques ne consacraient à leurs forces armées pas plus de 1,4 % de leur PIB total calculé au taux de change courant, contre 1,6 % en Europe et 4,8 % aux Etats-Unis.

L'Asie comptait plus de 25 millions d'hommes sous les armes et de réservistes, soit neuf fois plus que l'Europe et dix fois plus que les Etats-Unis. Mais pour chaque soldat d'active, l'armée américaine investit 435 000 dollars, la Chine seulement 50 000 et l'Inde 26 000. En Asie, seules les forces japonaises (207 000 dollars), alliées des Etats-Unis, approchent

tant soit peu du niveau américain de dépense par homme. Cela confère toujours aux forces du « gendarme planétaire » une supériorité technologique considérable sur toutes les armées de la région. Toutefois, la Chine travaille énergiquement à réduire ce fossé. Elle a déjà démontré sa capacité à détruire en vol des satellites, testé un avion furtif, dupliqué et modernisé un porte-avions ukrainien acheté au prétexte d'en faire... un casino flottant. Elle est aujourd'hui le sixième exportateur d'armes de la planète, et ses matériels offrent un excellent rapport qualité-prix.

L'Asie peut développer sa puissance militaire en proportion de sa croissance économique. En 2025, si l'Asie, l'UE et les Etats-Unis consacrent à leurs budgets militaires la même proportion de leurs PIB qu'aujourd'hui, et si ces derniers évoluent comme calculé plus haut, les dépenses militaires asiatiques atteindraient environ 1 560 milliards. La Chine dépenserait à elle seule bien plus que l'UE (760 milliards de dollars contre 530). Les Etats-Unis pourraient en être à près de 1 200 milliards, mais il faudrait que leur dette publique (100 % du PIB) leur permette de soutenir l'effort écrasant que leur imposent leurs interventions aux quatre coins de la planète. De même, la situation budgétaire de la plupart des pays européens devrait les inciter à contenir leurs dépenses de défense. En revanche, à l'exception du Japon englué dans la crise, les grands pays d'Asie seront en mesure de dépenser davantage tant qu'ils jouiront d'une croissance vigoureuse. Même l'avance technologique des Etats-Unis dans le domaine militaire n'empêchera pas que leur supériorité soit érodée, dans une certaine mesure.

En 2025, y aura-t-il eu la guerre en Asie ?

Quel usage pourrait être fait en Asie d'une puissance militaire accrue ? La question se pose au premier chef pour la Chine. Celle-ci avance des revendications considérables en matière de souveraineté en mers de Chine et de Chine du Sud, qui l'opposent à tous les autres Etats riverains ; elle entend aussi répondre par la force à toute proclamation d'indépendance de Taiwan. Ces deux objectifs supposent que les forces chinoises soient capables, sinon d'interdire les mers asiatiques à l'US Navy, du moins d'y rendre son intervention assez difficile et coûteuse pour que Washington y regarde à deux fois. Dans ce but, Pékin poursuit un effort très important de renforcement et de montée en gamme technologique de sa marine de haute mer, porte-avions compris, de sa flotte sous-marine et de ses capacités de frappe terre-mer et air-mer. De son côté, le Japon y répond en accroissant les siennes. A plus long terme se pose la question de savoir si la Chine cherchera à devenir une puissance mondiale de plein exercice, ce qui impliquerait qu'elle parvienne, sinon à la parité stratégique avec les Etats-Unis, du moins à leur opposer une capacité de dissuasion totale contre une frappe nucléaire, et une capacité de projection significative au-delà du seul théâtre asiatique.

Cette collection proposera bientôt un ouvrage traitant des forces armées et des risques de conflits en Asie du Nord et du Nord-Est¹. Ici, le consensus des auteurs est que la Chine n'envisage pas de

1- Michel Théoval, *Armées et conflits en Asie du Nord et du Nord-Est*. Arles, Philippe Picquier, 2013.

parvenir à la parité stratégique avec les Etats-Unis à l'horizon 2025 et que, même à plus long terme, elle n'ambitionne très probablement pas de leur succéder dans le rôle de gendarme de la planète. Washington ruine ses finances et son crédit à tenter d'assumer ce rôle depuis la fin de la guerre froide, et rien dans la tradition chinoise ne porte les dirigeants de Pékin à l'endosser¹.

En revanche, même si l'on considère que la Chine a un intérêt majeur à ne pas déstabiliser un ordre mondial dans lequel elle prospère, le risque d'un dérapage sur le théâtre régional ne doit pas être sous-estimé. On ne peut exclure totalement la possibilité d'une guerre à venir en Asie du Nord-Est. Nombre d'arguments plus ou moins pertinents peuvent être avancés.

– Le contexte général. Tout au long de l'histoire du monde, l'émergence d'une nouvelle grande puissance, comme l'est aujourd'hui la Chine, a toujours été accompagnée de conflits armés. En Asie, la Chine, le Japon et l'Inde n'ont jamais été puissants tous les trois en même temps, ni la Chine et le Japon en Asie du Nord-Est.

– Les contentieux territoriaux. Sur les frontières maritimes ou terrestres, des contentieux ouverts opposent Pékin aux deux autres géants régionaux. A moyen terme, une Chine qui aspire à affirmer son leadership régional peut difficilement se contenter d'un *statu quo* qui équivaldrait au moins à une demi-

1- Sur ce sujet, dans cette collection, voir Guibourg Delamotte, Mathieu Duchatel et Max-Jean Zins, *Le Monde vu d'Asie*. Arles, Philippe Picquier, mars 2013.

défaite, tant aux yeux du monde qu'à ceux d'une opinion chinoise travaillée par le nationalisme.

– Les passions nationalistes. Elles sont attisées en Chine par le succès et l'esprit de revanche, à la fois contre l'Occident et contre le Japon. Au Japon, par la frustration du déclin et les craintes qu'il peut engendrer. En Inde, par l'activisme des nationalistes hindous, même si leur premier ennemi désigné est la communauté musulmane et si leurs regards se portent davantage vers le Moyen-Orient que vers l'Asie. En outre, les guerres entre Asiatiques ne sont pas loin dans la mémoire collective. Des conflits armés ont opposé la Chine à l'Inde (1962) et au Vietnam, directement en 1979, puis par Cambodgiens interposés jusqu'en 1990. La Malaisie et l'Indonésie se sont affrontées de 1963 à 1965, et cette dernière a annexé par la force le Timor oriental de 1975 à 2002...

– Des fronts multiples propices aux incidents. L'Asie du Nord-Est est traversée par deux fronts hérités de la guerre froide, en Corée et dans le détroit de Taiwan. Les forces indiennes sont l'arme au pied dans l'Himalaya face aux Chinois, et en alerte permanente dans les tranchées du Cachemire. Sur terre comme sur mer, des conflits territoriaux opposent la quasi-totalité des pays asiatiques entre eux, à commencer par la Chine avec tous les pays riverains des mers de Chine et de Chine du Sud. Les manœuvres d'intimidation entre les marines des différents antagonistes y sont monnaie courante, au risque de voir dégénérer un incident mal contrôlé.

– Les Etats-Unis sont les garants en dernier ressort des équilibres en Asie. Mais après avoir échoué dans le rôle hégémonique après la fin de